

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 31 (1886)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Fortifications  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-347031>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

conduire également à la place de pansement de troupe la plus rapprochée.

(Suite au prochain numéro).

---

### Fortifications.

Ce n'est pas encore des fortifications suisses, dont la féerique apparition en décembre dernier, par la voie étroite du budget, a si fort ému nos Chambres fédérales, que nous voulons parler ici ; il faut, avant tout, respecter les secrets des dieux. C'est d'un nouveau et beau livre sur la matière, dû à la plume infatigable et savante d'un ingénieur belge bien connu, M. le général Brialmont, inspecteur du génie, livre intitulé « La Fortification du temps présent »<sup>1</sup> comme pour mieux appeler l'attention des lecteurs suisses.

L'éminent constructeur de la place perfectionnée d'Anvers, le meilleur modèle du genre, a voulu donner la théorie après la pratique, et nul ne le pouvait mieux que lui dans le champ spécial où il est passé maître. Il pose et il résout d'une façon toujours distinguée sinon toujours rationnelle, les questions d'ensemble et de détail qui se rattachent à son sujet.

Dans un premier livre il détermine le rôle des places fortes et camps retranchés et les moyens généraux de les défendre. On verra que ce premier livre laisse passablement à désirer au point de vue des bons principes de la stratégie, et nous n'en voulons qu'une preuve : l'auteur vante beaucoup les récents ouvrages français, bien qu'il reconnaîsse qu'ils ont coûté, depuis 10 ans, non compris l'armement, 570 millions de francs et que les seules places de Strasbourg, Metz et Paris aient immobilisé, en 1870, environ 500 mille Français<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Bruxelles 1885. Guyot frères, rue Pacheco, 42, 2 vol. in-8, avec atlas in-folio.

<sup>2</sup> M. le général Brialmont, pour excuser cette immobilisation, dit que Paris ne comptait en réalité que 88 mille combattants sur 300 mille hommes armés ! S'il est vrai qu'un excellent réseau d'ouvrages tel que Paris ait fourni un déchet d'effectif de cette énormité, les adversaires des fortifications trouveraient là un bien puissant argument en leur faveur. Mais il eût été plus exact de dire qu'avec le grand nombre de forts et de positions qu'il avait à garder, joint à des difficultés intérieures de tous genres, Trochu fut dans l'impossibilité de se constituer une masse assez considérable et assez mobile pour aller livrer bataille *extra muros* dans les meilleures conditions possibles. Parfaite démonstration de cette vérité qu'il faut être sobre de camps retranchés et de grands pivots. Un par armée c'est suffisant. Réd.

Dans un second livre, bien supérieur au premier, l'auteur examine successivement les divers types de forts détachés ou d'ouvrages, les conditions auxquelles ils doivent satisfaire.

Enfin il expose les principes de l'attaque et de la défense des places qui opposent à la fois à l'ennemi une enceinte et des forts détachés.

Nous croyons que nos lecteurs liront avec plaisir tout le premier chapitre de l'ouvrage, auquel nous nous permettrons d'ajouter quelques annotations :

## I

On a contesté, dit l'éminent ingénieur belge, dans de récents écrits, l'utilité des forteresses à grand développement, destinées à servir, suivant les circonstances, de pivots de manœuvres, de base d'opérations, de places de dépôt ou de lieux de refuge. On a même soutenu que ces forteresses sont dangereuses, parce qu'elles attirent les armées et les exposent à une perte totale<sup>1</sup>.

Pour justifier ces opinions, on a cité le camp retranché d'Olmutz, qui joua un rôle si effacé dans la guerre de 1866.

Examinons ce fait : Après la bataille de Sadowa, le général Benedek se retira avec le gros de son armée sous les murs d'Olmutz, croyant que les Prussiens ne risqueraient pas de marcher sur Vienne en exposant leur flanc gauche à ses attaques. En cela, il se trompait. Les Prussiens firent observer Olmutz par l'armée du prince royal et poussèrent en avant avec le reste de leurs forces, parce qu'ils jugeaient l'armée autrichienne hors d'état de prendre immédiatement l'offensive. Le général Benedek était décidé, cependant, à leur faire payer cher cette témérité, mais à peine arrivé à Olmutz, il reçut de l'empereur l'ordre de se replier sur Vienne. Pour exécuter cet ordre, il dut faire un détour et se diriger sur Presbourg, la route directe par la vallée de la March étant interceptée.

L'armistice fut conclu pendant ce mouvement.

Olmutz ne rendit donc aucun service aux Autrichiens ; mais les choses se seraient passées tout autrement si la crainte de voir les Prussiens s'emparer de la capitale n'avait décidé l'empereur à rap-

<sup>1</sup> Si par ces lignes M. le général Brialmont fait allusion à ses controverses connues avec son célèbre antagoniste belge Vandervelde, il commet une grave erreur. L'éminent colonel défunt, loin de contester l'utilité des forteresses à *grand développement* n'a jamais admis que celles-là ; seulement, comme tous les experts, il les voulait au centre des ressources du pays, à la capitale même, si possible, une par armée, et non sur des points excentriques, ou en innombrables « forts d'arrêt » sur la frontière, où elles immobilisent inutilement des forces et du matériel pouvant faire besoin sur des points plus importants et ne sont que leurres et pièges, sous prétexte de pivots. C'est donc une différence du tout au tout. *Réd.*

peler Benedek, et si Olmutz n'avait été dépourvue des ressources nécessaires à l'entretien d'une armée.

Depuis que Vienne a cessé d'être une place forte, l'Autriche, dans toutes ses guerres, a été forcée, après une courte résistance, de signer des traités de paix désastreux.

Si, en 1805, cette capitale avait pu résister seulement 15 jours Napoléon, au lieu ne n'avoir affaire qu'à l'armée de Kutusow, numériquement inférieure à la sienne, se serait trouvé en présence des armées réunies de Kutusow et des archiducs<sup>1</sup>. Et si, en 1809, cette même ville n'avait été obligée d'ouvrir ses portes, après une canonnade de quelques heures, Napoléon n'aurait pu se placer au centre de l'arc qu'occupaient les forces des archiducs Charles, Jean et Joseph, des généraux Chasteler et Gyulai, ce qui lui permit d'écraser et de paralyser successivement toutes ces forces.

Enfin, si Vienne avait été fortifiée en 1866, l'empereur n'aurait pas retiré d'Olmütz l'armée qui l'occupait, et ce camp retranché eût empêché les Prussiens d'avancer au cœur de l'Autriche<sup>2</sup>.

Les fautes des gouvernements et des généraux ne sont pas des arguments que l'on puisse invoquer contre l'emploi des forteresses. Ainsi, le camp retranché de Metz, qui, en 1870, perdit l'armée française du Rhin, aurait permis à Bazaine de remporter de grands succès, s'il en avait su tirer parti. Les combats livrés sous les murs de cette forteresse ne laissent aucun doute à cet égard. Pour mettre en évidence les propriétés stratégiques et tactiques des places à camps retranchés, il n'a manqué à l'armée du Rhin qu'un général habile et vigoureux, pénétré de l'idée qu'une armée doit être d'autant plus entreprenante qu'elle se rapproche davantage de la forteresse qui lui sert de pivot, et que l'appui de cette forteresse lui permet de tout oser. C'est, en effet, une propriété indiscutable des positions fortifiées, de favoriser les actes offensifs rapides et de courte durée. Savoir utiliser la force passive de ces positions au profit du rôle actif des armées sera toujours la caractéristique des grands généraux.

<sup>1</sup> Ces armées avaient un effectif total de 175,000 hommes auquel les Français n'auraient pu opposer que 100,000 hommes.

<sup>2</sup> Mais l'Autriche ne pouvait s'accorder le luxe d'un grand camp retranché à Olmütz, avec un second, plus grand encore, à Vienne, à côté de tant d'autres existants. Il eût fallu, dans l'origine, choisir entre Olmütz et Vienne, et ce dernier, en 1866, eût certainement mieux sauvégardé la capitale et le dénouement final que le premier.

Ainsi on a eu raison de dire que le camp retranché d'Olmütz a été fatal aux Autrichiens, autant que les prétendus pivots de Königgratz et de Josephstadt, cela non à cause de leur développement, grand ou petit, mais par le fait de leur situation sur des points excentriques et sans importance stratégique réelle dans le cas donné.

En 1870 Metz, Strasbourg, Sedan-Mézières, Besançon, Belfort furent, par les mêmes causes, non moins nuisibles aux opérations françaises, tandis que la grande place centrale de Paris procura à la France une capitulation honorable, au lieu d'une reddition à merci. *Réd.*

Cette vérité, Bazaine ne l'a point comprise à Metz, et elle n'a pas non plus inspiré Osman-Pacha à Plevna.

L'un et l'autre, au lieu de rester immobiles, jusqu'à épuisement de leurs ressources, sur les points où ils s'étaient arrêtés, auraient dû saisir les moments favorables qui se sont présentés pour percer la ligne d'investissement et joindre leurs forces à celles qui tenaient encore la campagne.

Une preuve que les faits cités plus haut et les commentaires qu'en ont tirés les adversaires des camps retranchés permanents n'ont pas ébranlé la confiance des stratégistes dans ces positions fortifiées, c'est qu'on en a construit récemment de nouvelles en France, en Allemagne, en Russie et en Italie.

Il est incontestable que les grands pivots stratégiques fournissent à l'armée défensive le moyen de rétablir l'équilibre rompu par une défaite ou par un accroissement notable des forces ennemis, et qu'ils lui permettent ensuite, lorsqu'elle s'est reconstituée ou accrue par l'arrivée de secours, de reprendre l'offensive au moment opportun.

Une armée que la défaite ou une infériorité numérique trop grande mettent dans l'impossibilité de continuer la lutte en rase campagne, peut être obligée de se retirer dans une place de l'espèce, soit pour reformer ses rangs, compléter ses munitions et reprendre de nouvelles forces, soit pour attendre l'arrivée de secours. C'est même un devoir pour elle de le faire quand la place est le réduit de la défense, le point décisif dont la prise marque la fin de la guerre et entraîne la perte de l'indépendance nationale. Mais, sauf dans ce dernier cas, elle ne perdra jamais de vue l'aphorisme de von Clausewitz : *les forteresses sont des hôtelleries*, c'est-à-dire des lieux de passage où l'on peut se reposer et se restaurer, mais que l'on ne doit pas occuper longtemps, de crainte d'y subir le sort des troupes qui s'enfermèrent dans Mantoue, Dresde, Ulm et Metz.

Le principal objectif des défenseurs d'un camp retranché doit être d'empêcher ou de retarder l'investissement, que Willisen appelle avec raison la *mort stratégique*. Le seul moyen d'y parvenir est d'attaquer résolument l'ennemi au moment où il divise ses forces pour entourer la position, et lorsqu'il commence à se retrancher dans ses lignes, car une fois ces lignes terminées et solidement occupées, toute attaque de la garnison ne peut plus aboutir qu'à une perte inutile d'hommes et de munitions<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Nous ne pouvons point partager cet avis. Une armée qui s'est laissé investir dans un grand camp retranché peut avoir encore une autre ressource : celle de livrer bataille, en forces supérieures, à une *fraction* de l'investisseur ; puis de rentrer dans ses lignes pour répéter cette offensive contre une autre fraction, ayant pour cela l'avantage des lignes intérieures, soit d'agir sur la corde de la vaste circonférence imposée à l'adversaire. C'est en effet ce que Bazaine n'a pas su faire à Metz, et ce que Trochu, à Paris, a bien essayé, mais sans succès par divers contremorts. *Réd.*

Nous ferons remarquer, au surplus, que l'investi connaîtra rarement l'heure et le lieu où les circonstances seront favorables à une sortie, et qu'il se trouvera ainsi exposé à commettre des erreurs ou des bêtises. Alors même qu'il parviendrait à se faire jour, sa situation serait encore des plus critiques, puisqu'il aurait des troupes ennemis sur ses deux flancs, et qu'il serait dans l'impossibilité d'emmener son train et ses voitures de toute espèce. On peut donc affirmer qu'une trouée ne sera praticable, et que les troupes chargées de la faire ne pourront tenir la campagne, que dans le cas où une armée, venant au secours de l'investi, obligera l'investissant à retirer des lignes une partie de ses forces pour marcher à la rencontre d'une armée de secours. Il résulte de là que toute armée réfugiée sous les murs d'une place à camp retranché devra se résigner à déposer les armes quand ses vivres ou ses munitions seront épuisés. Il est, par conséquent, du plus haut intérêt qu'un grand pivot stratégique soit approvisionné pour un temps très long ou puisse l'être rapidement. Le camp retranché de Dresde, dit Gouvion-Saint-Cyr, offrit à Napoléon, en 1813, un point d'appui très important et très utile pendant les opérations autour de cette place ; mais les deux corps d'armée qu'il y laissa, en se retirant, furent bientôt bloqués par des forces supérieures et obligés de capituler, faute de vivres.

Les défenseurs de Gênes, de Mantoue, de Metz et de Paris ont, à des degrés différents, subi le même sort. La question des approvisionnements a donc une importance capitale pour les places à grand développement. Toute place de l'espèce doit avoir, de plus, une fabrique de munitions d'infanterie et être amplement pourvue de munitions d'artillerie, parce que l'armée qui s'appuie sur elle peut être obligée d'abandonner momentanément ses lignes de communication.

La perspective d'une capitulation pour cause d'épuisement de vivres ou de munitions, si pénible qu'elle soit, ne doit cependant pas faire renoncer à l'emploi des grandes places de guerre comme lieux de refuge, car il est plus pénible encore et moins glorieux de capituler en rase campagne, comme le firent Mack à Ulm<sup>1</sup>, Dupont à Baylen et de Wimpfen à Sedan, ou de signer la paix au lendemain d'une seule grande bataille perdue, comme le fit l'Autriche après Austerlitz, Wagram et Sadowa.

Pour prolonger le plus longtemps possible la durée de la résistance des places à camps retranchés, on ne laissera dans ces places que les habitants dont on peut tirer parti, et l'on imposera au pays le soin d'héberger et d'entretenir les autres. Si les gouverneurs de Metz et de Paris avaient pris cette mesure, les deux grandes posi-

<sup>1</sup> Nous devons prendre la liberté de faire remarquer que Mack ne capitula point en rase campagne, mais dans la place forte d'Ulm, où il avait été refoulé par le corps du maréchal Ney. *Réd.*

tions stratégiques de la France seraient restées au pouvoir de leurs défenseurs, à moins que les Allemands ne se fussent résignés à subir toutes les pertes, à éprouver tous les retards et à courir toutes les chances défavorables que présentent les attaques pied à pied.

Von Goetze, auteur d'une relation semi-officielle des opérations du génie allemand dans la guerre de 1870, donne à entendre que Paris et Metz ne furent investis que parce qu'on s'était assuré que les vivres seraient épuisés dans un temps relativement court. « Le siège en règle d'un camp retranché, fortifié suivant les principes modernes, est, dit-il, d'une difficulté telle et exige un matériel d'artillerie si énorme qu'il est à présumer que, la plupart du temps, le blocus et la famine conduiront tout aussi vite au but, tout en exigeant moins de ressources en matériel et en personnel.<sup>4</sup>

Obliger l'ennemi à faire le siège en règle des grands pivots stratégiques, c'est, par conséquent, lui imposer la plus lourde des tâches et l'exposer aux mécomptes résultant des avantages nouveaux que les progrès de l'armement, ceux de la fortification et de la métallurgie, combinés avec l'emploi des batteries cuirassées, ont assuré dans ces derniers temps à la défense, laquelle verra peut-être passer de son côté l'incontestable prépondérance que l'attaque a acquise depuis Vauban.

## II

Pour assurer la défense d'un Etat, il convient de fortifier d'une manière permanente :

1<sup>o</sup> La *capitale*, lorsqu'elle occupe un point stratégique décisif, ou lorsqu'elle exerce une influence telle sur le pays que son occupation par l'ennemi marque la fin de la guerre.<sup>5</sup>

« Il devrait y avoir dans chaque Etat, » dit le prince Charles (*voir ses Principes de stratégie*), « une place d'armes qui en fût comme la clef, en assurât l'indépendance et sans la prise de laquelle l'ennemi ne pût faire que des invasions précaires et ne causer à l'Etat que des maux faciles à réparer. »

Ces places d'armes, véritables réduits de la défense, sont : Paris, pour la France ; Amsterdam, pour la Hollande ; Anvers, pour la Belgique ; Copenhague, pour le Danemark. Ce seraient Lisbonne, pour le Portugal ; Vienne, pour l'Autriche ; Plaisance, pour l'Italie<sup>5</sup> ; Stockholm, pour la Suède ; Bukharest, pour la Roumanie ; Athènes, pour la Grèce, et Constantinople, pour la Turquie, si ces villes étaient fortifiées comme le sont les précédentes.

<sup>4</sup> *Les opérations du corps du génie allemand*, par von Goetze.

<sup>5</sup> Voir notre *Etude sur la fortification des capitales et l'investissement des camps retranchés*, 1 volume in-8°, 1873.

<sup>5</sup> Sur ce point, nous ne sommes pas d'accord avec les stratégistes italiens qui font de Bologne le réduit de l'échiquier du Pô et le centre militaire du pays, ni avec ceux qui prétendent que l'objectif décisif sera toujours Rome.

2<sup>e</sup> *Les nœuds des grandes communications internationales*, de préférence ceux qui se trouvent sur des cours d'eau formant barrières stratégiques.

« Un fleuve, » dit fort judicieusement un auteur allemand <sup>1</sup>, « ne doit pas être occupé pour lui-même, mais bien parce qu'il permet d'utiliser l'instant favorable où l'adversaire entreprenant à son tour de franchir l'obstacle, se divise et n'est plus immédiatement prêt à combattre.

» Pour tirer parti de ce mouvement qui, avec des armées nombreuses, peut exiger un ou deux jours, il faut avant tout observer attentivement, puis savoir prendre une prompte résolution et plus promptement encore l'exécuter. La possession d'une place à cheval sur un fleuve ne peut qu'être favorable à une pareille manœuvre. »

L'armée qui s'appuie à une tête de pont doit agir offensivement, parce que c'est le seul moyen d'utiliser tout à la fois les avantages de la place et ceux du fleuve. Elle évitera, par conséquent, de livrer une bataille défensive, à moins qu'elle ne lui soit offerte dans des conditions exceptionnellement favorables. Elle évitera aussi de rester en contact immédiat avec la forteresse. S'éloignant à une certaine distance, elle couvre un front plus étendu et n'a pas à craindre que l'ennemi passe entre elle et le point fortifié.

Une place à grand développement rend impossible toute attaque directe contre une armée établie en arrière, et permet à une armée qui opère dans son voisinage d'occuper plusieurs positions en conversant autour d'elle. L'aile qui s'y appuie ne peut être tournée, alors même qu'elle en serait éloignée à plus d'une portée de canon.

Cet avantage se manifeste surtout quand des rivières et des vallées convergent vers la place.

On ne saurait donc contester l'utilité des grands pivots de manœuvres occupant les points de passage principaux des fleuves ou des rivières qui servent de barrières stratégiques.

Lorsqu'une frontière exposée à l'invasion ne présente pas de barrière de l'espèce, on choisira comme pivots de manœuvres un point important, autant que possible central, situé sur la ligne d'opérations de l'ennemi ou à proximité de cette ligne. C'est ainsi que les Français ont créé en arrière de leur frontière du Nord un pivot qui se compose de la région fortifiée, Reims, Laon et La Fère.

L'utilité des positions de seconde ligne, servant de pivots stratégiques, a été contestée par quelques auteurs. Le colonel Hennebert prétend qu'une grande place isolée n'arrête pas l'envahisseur. Paris, dit-il, n'a pas empêché le prince Frédéric-Charles de pousser jusqu'au Mans. Sans doute, répondrons-nous, mais il ne put faire cette

<sup>1</sup> *Festung und Feldarmee*. Etude publiée en 1879 par le *Militaer Wochensblatt* de Berlin.

marche qu'après que la capitale eût été bloquée par 240,000 hommes<sup>1</sup>.

Le colonel Hennebert semble croire que si les Allemands envahissaient la France par la rive gauche de la Meuse, ils marcheraient sur Paris sans s'inquiéter de l'excellent pivot de manœuvres que forme la région fortifiée Reims, Laon et La Fère. Ils ne le feraient, selon nous, que si les Français, se conformant au conseil que leur donne le colonel, ne laissaient pas un seul corps d'armée dans cette région au moment de se retirer sur Paris. Alors, en effet, les Allemands pourraient, comme il le dit, *tourner ces places sur rails*. Mais bien certainement les Français ne commettraient pas la faute qui rendrait ce mouvement possible. En occupant la région comprise entre Reims et la Fère, ils obligeraient l'envahisseur non pas à s'arrêter, mais à détacher de son armée des forces suffisantes pour couvrir sa ligne de communication. Ces forces devraient être au moins doubles de celles des Français, à cause de la nécessité où se trouve toute l'armée d'observation d'occuper de nombreux postes et de s'établir dans des cantonnements étendus.

La France a donc eu raison de créer des positions de seconde ligne en arrière de ses frontières fortifiées. Ces positions sont Reims, Laon, La Fère, au Nord ; Besançon, Langres, Dijon, à l'est, et Lyon, au sud. L'Allemagne a pour position de seconde ligne en arrière des défenses du Rhin le camp retranché de Magdebourg ; la Russie a Brzesc-Litewski en arrière de la frontière ouest (ou du *saillant polonais*) et Kiew en arrière de la frontière méridionale ; l'Autriche a Olmutz en arrière de la frontière nord et Trente en arrière de la frontière italienne.

3<sup>e</sup> Indépendamment de la capitale fortifiée (s'il y a lieu) et des pivots de manœuvres, tout Etat doit avoir quelques *places et forts d'arrêt* pour entraver la marche de l'ennemi. On les construit sur les routes carrossables qui traversent les chaînes de montagnes, mais seulement si le nombre de ces routes est très restreint, s'il ne doit pas être prochainement augmenté et si elles aboutissent à une position importante, pivot de manœuvres ou place centrale que l'ennemi est obligé d'assiéger ou de bloquer.

Tels sont les forts autrichiens qui défendent les cols et les défilés

<sup>1</sup> Pendant que Metz, Strasbourg et Paris résistaient, il y avait devant ces places 500,000 Allemands immobilisés, effectif supérieur à celui que les Français avaient affecté à la défense de toutes les forteresses de leur pays.

En 1793, 22,000 hommes, dans Mayence, en arrêtèrent 160,000 sous les murs de cette place.

D'après Vauban, une place ayant de 8000 à 16,000 hommes de garnison exige cinq ou six fois cette force pour être assiégée. A Paris, il y avait, en 1870, 300,000 hommes armés, mais, d'après Trochu, 88,000 hommes seulement étaient à peu près en état de combattre. Or, ces 88,000 hommes immobilisèrent 240,000 Allemands.

du Tyrol, les forts français qui barrent les principaux passages du Jura et des Pyrénées, les forts italiens qui commandent les routes carrossables des Alpes, les places de Kœnigstein en Saxe, de Theresienstadt et de Kœniggrætz en Bohême, qui empêchèrent, en 1866, les Prussiens de se servir des chemins de fer qu'elles commandent, et la petite forteresse de Bitche, qui barre, au passage des Vosges, la voie ferrée de Haguenau à Sarrelouis et Trèves.

Les forts d'arrêt empruntent leur importance à cette considération que les grandes armées actuelles doivent, dès le début d'une invasion, employer presque toutes les voies de communication qui donnent accès sur le territoire ennemi. Ces armées ne peuvent pas, comme de petits corps, se glisser entre les forts par des chemins secondaires, à la faveur du terrain ou de l'obscurité. Elles sont donc obligées de s'arrêter lorsque des forts, imprenables d'emblée, commandent les voies carrossables qui leur sont nécessaires.

Sans doute, les forts d'arrêt, même ceux qui barrent les passages, à travers de hautes montagnes, sont exposés à être tournés, parce qu'on trouve généralement des chemins ou des sentiers qui permettent de les éviter ; mais l'on ne peut engager dans ces chemins que des colonnes d'infanterie ou de cavalerie, pourvues de vivres pour trois ou quatre jours au plus. Une armée ou un corps d'armée a besoin de routes carrossables pour son matériel et ses charrois. Interdire l'accès de ces routes, c'est donc opposer à l'invasion un obstacle qui doit être écarté, coûte que coûte.

Les forts d'arrêt sont particulièrement utiles pour intercepter une voie ferrée située sur la zone d'opérations, car les parcs de siège modernes ne sauraient être transportés à de longues distances sur des routes ordinaires. « Non seulement, » dit von der Goltz, « le poids, mais surtout la quantité du matériel de ces parcs sont si considérables que, pour organiser, par exemple, un transport continu, il faudrait, pour un trajet de vingt milles allemands, 20,000 chevaux et 20,000 hommes.

On se rendra compte de ces chiffres si l'on considère que le transport d'une seule pièce de gros calibre, avec ses munitions, exige environ 40 chevaux de trait.

Pour interdire à l'ennemi l'exploitation d'un chemin de fer, on pourrait se borner à opérer des destructions importantes, ce qui rendrait inutile le fort d'arrêt, mais il importe généralement à la défense de conserver jusqu'au dernier moment l'usage de la voie ; or ce but ne peut être atteint que par un ouvrage fortement constitué, établi à portée du tunnel, du pont, du viaduc ou de la partie de voie que l'on a l'intention de détruire. Il est indispensable que cet ouvrage occupe un emplacement tel que l'ennemi ne puisse pas construire, hors de portée de son artillerie, une ligne qui le contourne. La place de Metz ne se trouvait pas dans ces conditions ; aussi, en

1870, les Allemands purent-ils exploiter le chemin de fer qu'elle interceptait, en reliant par une voie ferré Pont-à-Mousson et Rémilly<sup>4</sup>.

### III

Autrefois, quand les moyens de communication étaient rares et difficiles, il devait y avoir sur chaque frontière disposée pour l'offensive, une *place de dépôt* renfermant les ressources en armes, munitions, vivres, effets d'habillement, voitures, etc., nécessaires pendant la durée d'une campagne. Cette place contenait, en outre, les hôpitaux, les manutentions, les ateliers de confection et de réparation, les dépôts des régiments avec leurs recrues et leurs ouvriers. Elle faisait partie de la *base d'opérations*, c'est-à-dire la partie de frontière d'où part l'armée pour prendre l'offensive, sur laquelle elle se retire en cas de revers et qui lui sert d'appui quand elle est sur la défensive.

Aujourd'hui ces places fortes ne sont plus nécessaires dans les Etats pourvus d'un réseau de chemins de fer, permettant de tirer de l'intérieur et même des points les plus éloignés de la frontière, tous les objets nécessaires aux troupes en campagne et d'évacuer sur ces points les malades, les blessés, les prisonniers, le matériel conquis, etc.

Toutefois, comme dans les grands Etats il doit y avoir entre chaque frontière accessible et le réduit central de la défense une forteresse de seconde ligne servant de pivot de manœuvres, on réunira dans cette forteresse les magasins et les autres établissements qui constituent une place de dépôt. Par ce moyen, on réduira au minimum le nombre des points fortifiés, et l'on procurera en même temps aux pivots de manœuvres les ressources nécessaires pour soutenir un long siège.

C'est ainsi que la Russie a réuni de vastes approvisionnements dans Kiew, base d'opérations et pivot de manœuvres contre une armée autrichienne débouchant de la Galicie par le sud des marais Pinsk, et dans Brzesc-Litewski, pivot de manœuvres en seconde ligne derrière la base fortifiée de la Vistule : Ivangorod-Varsovie-Novogorod-Georgiewsk.

Les Turcs, en 1877, avaient pourvu de même Andrinople, pivot de manœuvres situé en seconde ligne par rapport au quadrilatère Routchouk-Silistrie-Varna-Choumla.

Les Allemands ont de très grands magasins à Mayence, place de seconde ligne par rapport à Strasbourg, Metz, Thionville et Saarlouis. Ils en ont également à Magdebourg, place de seconde ligne par rapport aux forteresses de Coblenz, Cologne et Wesel, qui sont

<sup>4</sup> Il est vrai que la construction de cette voie, d'une quarantaine de kilomètres de longueur, exigea plus d'un mois.

leur base d'opérations contre la Belgique, la Hollande et le nord de la France.

S'il ne faut pas de places fortes en première ligne pour abriter les dépôts de l'armée, il n'en faut pas non plus pour jouer le rôle de barrière. Ce rôle était autrefois jugé si important qu'on y faisait courir plusieurs lignes de forteresses. On attribuait à ces forteresses la propriété de permettre à leur garnison d'opérer sur les flancs des colonnes ennemis franchissant leurs intervalles, et de faire des expéditions à l'extérieur pour enlever, par exemple, un gîte d'étapes, un dépôt de vivres ou de munitions, faire sauter un pont ou couper de toute autre manière une ligne de communication. Mais ces opérations ne seraient possibles que si la garnison était assez forte pour que le gouverneur pût risquer d'en perdre une partie dans une sortie malheureuse et si, en outre, la place était assez complète et en assez bon état pour qu'il ne fût pas nécessaire d'employer tous les bras aux travaux de mise en état de défense : deux conditions qu'il est fort difficile de réaliser<sup>1</sup>.

Bien que Langres eût plus d'importance qu'une place frontière et qu'en 1870-1871 il se trouvât sur les derrières des Allemands, sa garnison n'a pas troublé leurs communications, parce que les conditions énoncées plus haut n'étaient pas remplies.

Ces communications n'ont été sérieusement menacées que par la surprise de Châtillon-sur-Seine, le 10 novembre 1870, et par la destruction du pont de Fontenoy, le 22 janvier 1871, deux actes émanant de l'initiative des francs-tireurs.

On ne peut donc pas se prévaloir de l'utilité des mouvements de flanc pour justifier la construction de lignes frontières. Les seules places fortes qui permettent d'opérer ces mouvements sont les grands pivots stratégiques, parce qu'ils ont, outre leur garnison, un corps de troupes mobiles.

Les petites places sans ouvrages détachés et sans approvisionnement pour les armées en campagne, ne peuvent plus servir aujourd'hui qu'à interdire l'accès d'un pont ou à barrer soit une voie ferrée, soit une route importante, traversant une chaîne de montagne ou un marais impraticable.

Le rôle stratégique de ces places est peu important. Pour les paralyser, il suffit de les investir ou de les faire observer par de faibles détachements. Souvent une attaque brusque, succédant à une forte canonnade, exécutée avec de l'artillerie lourde de campagne, mettra fin à leur résistance, parce que, dans la plupart des pays, les garnisons des forteresses sont composées de troupes médiocres, com-

<sup>1</sup> A Metz et à Paris, les Allemands ont trouvé inachevés des retranchements auxquels cependant les Français avaient travaillé depuis le commencement du blocus.

mandées par les officiers les moins aptes ou les moins vigoureux, ce qui est une faute capitale.

L'influence des petites places a surtout baissé depuis que les armées en campagne ont pris un développement qui leur permet de faire plus facilement des détachements pour les observer qu'à l'époque où leur effectif atteignait rarement 50,000 hommes et ne dépassait jamais 80,000.

En ce temps-là, il fallait faire plusieurs sièges avant d'arriver à une solution, et les combats se livraient autour des points fortifiés. C'était l'âge d'or des places fortes. Il était déjà à son déclin quand Vauban se plaignait d'avoir été obligé d'élever trop de fortifications sur les frontières du nord et de l'est de la France.

On construira donc peu de places d'arrêt et on les organisera de façon que les armées en campagne ne puissent pas, avec le matériel qu'elles traînent à leur suite, ruiner leurs défenses et ébranler le moral de leurs garnisons au point de les amener à une prompte capitulation.

La France ayant à créer, après la guerre de 1870, de nouvelles frontières fortifiées, n'a pas abandonné complètement le système des lignes, mais elle y a apporté une modification de nature à faire disparaître ses principaux inconvénients. Au lieu de protéger la frontière la plus exposée, celle de l'Est, par un échiquier de petites places, comme on l'eût fait du temps de Vauban, elle a créé dans les régions accidentées de cette frontière des groupes de forts qui, interceptant les routes, les voies ferrées, les gorges et les vallées étroites, arrêteront l'ennemi ou l'entraveront dans sa marche, sans qu'il soit nécessaire d'avoir sur les lieux des forces mobiles considérables. Ces groupes, l'ennemi devra les aborder et les maîtriser avant de pénétrer par les régions intermédiaires, dépourvues d'obstacles naturels et de fortifications, sur lesquels la défense concentrera ses principales forces.

Les régions non fortifiées de la frontière de l'Est sont celles qui s'étendent de Mézières à Verdun et de Toul à Epinal. Elles sont naturellement plus riches en communications que les régions fortifiées qui s'étendent de Verdun à Toul et d'Epinal à Belfort.

Lorsqu'une ligne ainsi constituée n'est pas trop rapprochée de la frontière et présente des obstacles naturels qui ne laissent à l'envahisseur qu'un petit nombre de débouchés faciles à barrer, elle donne à la défense de sérieuses garanties, pourvu qu'il y ait en seconde ligne des pivots de manœuvres fortifiés et que les ouvrages fermés dont elle se compose soient à l'abri d'une attaque d'emblée, préparée par de violentes canonnades, largement pourvus de munitions et de vivres, armés d'excellentes bouches à feu, *bien protégées*, et surtout confiées à des troupes d'élite, commandées par des officiers intrépides et vigilants que rien ne puisse intimider, démorali-ser, ni corrompre.

Il faut, de plus, que le système de mobilisation de l'armée défensive ne soit pas inférieur à celui de l'armée offensive, et que la première puisse opposer à la cavalerie d'exploration de la seconde un effectif de troupes à cheval suffisant pour l'arrêter quelque temps devant la ligne fortifiée.

Il va sans dire que les groupes de forts doivent être disposés de manière à favoriser les opérations offensives tout aussi bien que les opérations défensives.

Nous ajouterons que peu de pays se prêtent à l'organisation de ce mode de défense par régions fortifiées. La France elle-même n'en a pu faire l'application qu'à une seule de ses frontières.

On prétend que les régions fortifiées de cette frontière protégeront la mobilisation de l'armée en empêchant l'ennemi de lancer prématûrement sa cavalerie en avant, et accéléreront la concentration stratégique en permettant au train de conduire les troupes jusque sur la ligne des forts. Cela ne serait vrai que si l'armée française portait sa cavalerie indépendante au-delà de la ligne des forts avant l'arrivée de la cavalerie allemande, et s'il y avait dans les intervalles non fortifiés assez de troupes pour que, de concert avec la cavalerie refoulée, elles pussent arrêter les escadrons ennemis chargés du service de l'exploration. Au cas contraire, la cavalerie allemande n'éprouverait aucune difficulté sérieuse à lancer ses régiments au-delà de la Moselle et de la Meuse, par les larges intervalles des forts, et à contrarier ainsi les opérations de la mobilisation et de la concentration stratégique.

Après ces citations du 1<sup>er</sup> chapitre de M. le général Brialmont, fort instructives par les nombreux problèmes qu'elles soulèvent pour tenir compte d'exigences si multiples et parfois d'apparence contradictoire, nous donnerons, dans un prochain numéro, des détails positifs et plus spéciaux sur les ouvrages-types qu'il recommande. Là nous retrouverons le maître en matière technique si justement estimé de l'Europe entière. *Réd.*

---

### **Utilité et emploi en temps de guerre des hommes qui ne sont pas incorporés dans l'armée. Organisation et répartition à arrêter déjà en temps de paix<sup>1</sup>.**

(Suite.)

Il sera toujours bon que les habitations, les villes et les villages conservent leur apparence paisible, qu'en conséquence tous les hommes valides ne prennent pas part à la fois aux combats du

<sup>1</sup> Travail couronné à la fête fédérale des sous-officiers, à Fribourg, en 1885. Par Albert Fotsch, caporal d'infanterie, à Winterthour.